

Parti
communiste
français

commission Santé
sante@pcf.fr

tél : 01 40 40 12 78

avril-mai 2017

globule rouge

UN GOUVERNEMENT LIBÉRAL DE COMBAT

Les masques tombent ! La composition du premier gouvernement de la présidence Macron est édifiant !

L'ensemble des affaires économiques de la France est confié aux hommes de roite, confirmant le virage austéritaire et libéral de Macron.

La nomination d'un Premier ministre de droite avait annoncé la couleur, le tableau se complète avec Bruno Le Maire et Gérard Darmanin, qui prennent directement en main le budget, l'économie et les comptes sociaux dont la sécurité sociale.

La nomination de l'ancien ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, aux Affaires étrangères, en duo avec Marielle de

Sarnez aux Affaires européennes et surtout avec Sylvie Goulard, ministre des Armées, laisse présager l'accentuation de la dérive militaire de la politique internationale de la France et la perte accrue de

notre indépendance militaire au profit de la Défense européenne. Les nominations sans surprise de Gérard Collomb et François Bayrou confirment qu'on est à des années-lumière du renouvellement de la politique.

La nomination d'un dirigeant d'un grand groupe d'assurance privé en qualité de directeur de cabinet de la ministre de la Santé est un signe extrêmement inquiétant.

Dans ces conditions, nous pouvons nous demander quelle caution compte porter Nicolas Hulot, nommé ministre d'État à la Transition écologique et solidaire ?

Les Français sont prévenus, ils auront face à eux un gouvernement libéral de combat. Un gouvernement ni de gauche, ni de gauche portant une politique bien à droite.

Les 11 et 18 juin, ils peuvent empêcher qu'il ait les mains libres en votant pour une autre majorité, et les candidat-e-s présentés et soutenus par le PCF/Front de gauche.

Maryse Montangon
animatrice de la commission
Santé/protection sociale

plein temps
Parti communiste français
collectif Activité en direction des retraité-e-s
06.08.81.19.61-junketbaris@hotmail.com
N°52 mai 2017

Mac Macron ou la bourgeoisie au pouvoir...

Après cette première séquence électorale, tout indique que la bourgeoisie s'est réunifiée. Elle a fait élire son monarque Mac Macron. Comme l'indique le politologue Jérôme Saino-Marie : « Ce qui est éblouissant pour elle (la bourgeoisie), d'un point de vue politique, c'est que cela devient visible. Une domination s'affaiblit lorsqu'elle avance sans masque ».

L'affrontement sera rude, le nouveau monarque de la VI^e République a décidé de gouverner par ordonnances : il de la démocratie, tout juste bonne pour la plèbe, afin d'établir sa « nouvelle » politique austéritaire pour les prolétaires, généreuse pour les actionnaires.

Cependant, pour imposer, « entre autres », la destruction des droits des travailleurs, la remise en cause de la sécurité sociale et du système de retraite, l'augmentation pour tous de la CSG, Mac Macron a besoin d'une majorité de député-e-s à l'Assemblée nationale.

Une nouvelle campagne s'est donc engagée où courent celles et tous ceux qui ont voté pour l'espoir d'une société progressiste le 23 avril doivent s'investir pleinement, pour que la nouvelle assemblée nationale soit un lieu de résistance et porte l'exigence d'une alternative politique en faveur de l'amélioration de la vie quotidienne et du bien commun.

Autour de nous, nombre de retraité-e-s, trompé-e-s par la bourgeoisie et ses chiens de garde, se sont agité-e-s dans le vote pour la châteline de Montreuil et majoritairement pour le nouveau monarque. Nous avons donc une immense responsabilité à intervenir auprès de ces retraité-e-s à leur expliciter l'impopulaire de Mac Macron, notamment concernant les projets néfastes de système de retraite par point, à la carte, remettant en cause le minimum contributif que percevoient près de 5 millions de retraité-e-s, conduisant à une baisse des pensions et un recul de l'âge de départ ainsi que l'augmentation de 1,7% de la CSG.

Face à ses projets néfastes, élisons et faisons élire des candidat-e-s qui portent, à l'Assemblée nationale, l'exigence de l'Humanité d'abord, se prononcent pour la promotion de la sécurité sociale à 100% (remboursement à 100% des soins prescrits), la mise en œuvre d'une réforme des retraites permettant à chacun de pouvoir quitter le travail à 60 ans avec une pension à taux plein.

DANS LE NUMÉRO

- ✓ Déjeuner l'impopulaire Emmanuel Macron
- ✓ Santé et retraites au cœur du débat
- ✓ Le sport, c'est toujours les retraité-e-s

sans un quelconque masque

le N°
66167
d'avril
mai 2017
de La Revue
du projet du PCF

comprend un dossier :

Santé :

« Maux et remèdes »

pour 6 euros...

à diffuser largement !

TRIBUNE HUMANITÉ
extraits

MACRON VEUT CONTINUER À ESSORER LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ SOCIALE !

Une fois de plus, la santé et la protection sociale sont promises à l'essorage libéral de son secteur public et de sa Sécu, très loin de *La Sociale*.

Au-delà des belles promesses de campagne, comme une « vraie politique de prévention ambitieuse » ou la « réduction des inégalités de santé », il nous faudra rapidement nous confronter à « l'amélioration de l'efficience de notre système de santé, de la pertinence et de la qualité des soins ». Un projet qui veut dire : plan d'austérité, poursuite des regroupements hospitaliers, diminution de personnels dans les services publics de santé, accélération du tout ambula-

toire, privatisation et financiarisation de notre système de santé et de protection sociale...

La réalité du projet politique, nous l'aurons rapidement avec la construction de son premier *Projet de loi de financement de la Sécurité sociale*. Nous pourrions ainsi vraiment juger la volonté macronienne « de faire évoluer les modes de financement pour expérimenter un découplage ville et hôpital, médical et médico-social »...

Quant à sa conception de lutte contre les inégalités, il ne s'agit pas de remettre en cause les dépassements d'honoraires ou de réduire le coût des médicaments, mais de les vendre à l'unité ou de plafonner les dépenses du dentaire ou des prothèses auditives afin de faciliter leur couverture par les complémentaires santé. Cela va de pair avec l'objectif de ponctionner encore 20 milliards pour plus d'exonération de cotisation patronale.

Avec le président Macron et son Premier ministre, nous n'irons pas vers le 100% Sécu, mais vers le 100% complémentaire, soit en fait le « ZÉRO% SÉCU » !

Même inquiétude quant à l'avenir des hôpitaux publics de proximité, limités en nombre et en soins par la nouvelle politique de GHT (Groupe hospitalier de territoire) contenu dans l'arrêté du 4 mai dernier de Mme Touraine...

Libéral, le nouveau président ne l'est pas seulement d'un point de vue économique, puisqu'il se propose de doubler le nombre de maisons de santé, mais ne dit rien des centres de santé dont le maillage territorial serait indispensable pour lutter contre la désertification médicale.

Nous allons vraiment besoin d'une forte opposition à l'Assemblée nationale pour remettre en cause de telles perspectives funestes pour la santé publique de notre pays et pour appuyer les prochaines luttes syndicales.

À nous, dans les semaines qui viennent, de faire partager nos propositions de *La France en commun* dans un large rassemblement.

Dr Fabien Cohen

BUREAU DE PRESSE DU PCF

communiqués

POUR LA SANTÉ ET LA PROTECTION SOCIALE
Macron ne doit pas avoir de majorité

La composition du nouveau gouvernement ne fait que confirmer ce que le PCF avait dit : Macron marque une rupture dans la vie politique française pour mieux mettre notre société au service du grand patronat et du monde de la finance.

La nomination d'Agnès Buzyn, ministre des Solidarités et de la Santé, issue de la société civile, n'est qu'un supplément d'âme de parade : le nerf de la guerre, la Sécurité sociale sera sous contrôle de Bercy et de la droite, pour mieux appliquer le programme d'E. Macron : faire payer par les vieux une minime augmentation du pouvoir d'achat des jeunes, sans toucher à ce qui ruine la France, le coût du capital !

D'autant plus qu'Agnès Buzyn a déjà fait percevoir comme présidente de la Haute autorité de Santé son soutien à l'industrie pharmaceutique à travers sa défense des conflits d'intérêts ! Et le soutien du président de la République aux plus rétrogrades des médecins libéraux, opposés au tiers payant est déjà affirmé, à travers une application non obligatoire, au mépris de ceux qui ne peuvent faire l'avance des soins. Alors que les difficultés techniques d'application, réelles, pourraient être résolues par le haut, par un remboursement à 100% par la Sécurité sociale des soins prescrits, comme le propose le PCF. Quant à l'avenir de l'hôpital public, E. Macron désire accélérer le déploiement des GHT, donc des restructurations hospitalières, ce qui se traduira inévitablement par une diminution de l'offre de proximité.

La commission *Santé/protection sociale* du PCF appelle plus que jamais au rassemblement autour des candidats communistes et de progrès aux élections législatives : ce gouvernement ne doit pas avoir de majorité parlementaire !

GARD

UNE SOIRÉE SANTÉ ET PROTECTION SOCIALE

Le 6 avril, la section de Nîmes, la fédération du Gard du PCF ont organisé une soirée consacrée à la Santé et la Protection sociale. Pour animer la rencontre, Françoise Bons, oncologue en CHU, présidente de la commission Solidarité du Conseil régional Occitanie, Yves Verdeil, médecin généraliste, Jean-Luc Gibelin, directeur adjoint d'hôpital, vice-président PCF du Conseil régional Occitanie.

La rencontre a réuni au cercle de l'Avenir une soixantaine de participants communistes et de non communistes. Jean-Luc Gibelin a présenté le livre réédité en janvier 2017, préfacé par Pierre Laurent, et les raisons politiques qui ont prévalu à cette nouvelle édition.

À la suite de quoi, une discussion d'une grande intensité, entre les trois intervenants et le public a permis de réaffirmer fortement la nécessité politique d'un service public de qualité pour la santé et la protection sociale, donnant des arguments précis et techniques à celles et ceux qui bien que

convaincu-e-s de cette nécessité manquent parfois d'arguments à faire valoir lors de discussions privées ou publiques. Ce type de rencontre, à cheval entre éducation populaire et information politique a montré à Nîmes que le combat pour défendre les services publics de proximité n'était pas une vaine espérance mais une possibilité bien réelle. Cette rencontre a montré que des solutions politiques précises existaient, telle que la mise en place d'un pôle public du médicament, et que le seul candidat a demandé la création de ce pôle du médicament était le candidat soutenu par le PCF.

En fin de rencontre, quelques personnes, issues ou pas du milieu de la santé, ont émis le souhait de créer une commission nîmoise des problématiques politiques liées à la santé et à la protection sociale. Raison supplémentaire de constater l'utilité de ce type de rencontre pour faire connaître les propositions de PCF.

Denis Lanoy
secrétaire section PCF Nîmes

parole d'élus

un tract « hôpital » dans le matériel des législatives

Urgences saturées, épidémie de grippe, mal vie au travail... de multiples expressions concrétisent la crise de l'hôpital. En réalité, l'hôpital public, la santé publique sont malades de l'austérité, appliquée avec zèle par Hollande, avec le soutien de Macron et de la droite, des plans d'économies drastiques qui se concrétisent par des contrats de retour à l'équilibre financier supprimant des milliers d'emplois au plan national.

Attaquer le service public, remettre en cause le droit syndical, diminuer le nombre de fonctionnaires ne sont pas des solutions. Il faut une politique authentiquement de gauche, alternative à l'austérité, promouvant le service public. Le remboursement à 100% par la Sécurité sociale des soins prescrits est l'ambition à atteindre.

Les groupements hospitaliers de territoire sont une véritable imposture ! Elle est pour le moins inopérante à améliorer profondément la réalité : les besoins de proximité, les besoins de qualité et de sécurité, les besoins de coopération sont présents partout ! La démocratie sanitaire est en panne ! En atteste ce qui se passe sur le terrain : des ARS qui imposent laissant l'immense majorité des soignants, des médecins et des personnels techniques et administratifs dans l'ignorance totale, alors que ces derniers sont concernés par les premiers regroupements. Ne parlons même pas des élu-e-s et de la population. Les projets médicaux sont au point mort : et

pour cause, ils n'ont jamais été une finalité ! Pour résumer : un déni de démocratie, une remise en cause de la proximité, une finalité financière, avec des « établissements/supports » qui sont les bras armés des ARS ! Macron veut les renforcer ! Il faut combattre ces politiques qui n'ont pas d'autre objectif que la refonte globale de l'offre de santé.

Nous avons besoin d'une vision large, prospective et partagée, pour repenser le système de santé et l'hôpital publics, pour répondre aux besoins de santé d'aujourd'hui et de demain : comment affronter le développement intolérable des inégalités sociales, le vieillissement de la population, le développement des maladies chroniques, le développement des technologies bio-médicales, du numérique...

Les attentes de la population, des professionnel-le-s de santé nous invitent à mettre en chantier un véritable projet politique. Elles et ils, avec leurs organisations syndicales, leurs associations, les élu-e-s, ne manquent pas de propositions. Revivifier les missions de service public, questionner la place de l'hospitalisation dans l'évolution des soins, repenser de véritables coopérations inter-hospitalières, replacer l'hôpital de proximité dans un maillage de service de santé publique de proximité, avec un réseau de centres de santé...

Autant de questions, d'exigences qui doivent retrouver une logique de mobilisation, de créativité et de démocratie à tous les niveaux...



LA FIÈVRE MONTE

LE PCF RÉPOND aux psychanalystes

Un courrier questionnaire de nombreux psychanalystes a fait l'objet d'une réponse argumentée de cinq pages par le PCF. En voici quelques extraits, le texte se trouvant dans les pages web de la commission.

1. Adaptation du numerus clausus à l'entrée en faculté de médecine
Le PCF est pour la suppression du numerus clausus.
2. Une formation spécifique des futurs psychiatres et pédopsychiatres
Elle n'existe plus. Nous sommes pour le rétablissement de l'internat en psychiatrie.
3. Une formation spécifique des infirmiers en psychiatrie
Elle a été supprimée. Depuis la disparition du diplôme d'ISP en 1992, le PCF réclame le rétablissement d'une formation spécifique d'infirmiers en psychiatrie.
4. Il faut suspendre les enseignements donnés à l'université par les laboratoires pharmaceutiques
Le PCF dénonce les conflits d'intérêts de plus en plus graves entre les enseignements dispensés et les laboratoires.
5. Les enseignements aux formations thérapeutiques non pharmacologiques, à commencer par la psychanalyse, doivent être rétablis ou valorisés
Le PCF y est favorable.

dans la psychanalyse

6. Promotion des lieux d'accueil sur le modèle des Maisons vertes, ou de la clinique La Borde, de même que les lieux de vie accueillant les autismes et les toxicomanies

Le PCF considère effectivement que la capacité d'accueillir l'autre est fondamentale pour soigner en psychiatrie.

Pour une formation des psychologues adaptée aux réalités de l'époque, nous nous opposons aux tentatives d'élimination de la psychanalyse de l'enseignement des psychologues.

Pour une médecine de ville informée de la souffrance psychique : celle-ci pourrait être assurée notamment par les équipes de Secteur qui le souhaitent.

Pour une recherche pluridisciplinaire :

Le PCF demande la dissolution de l'HAS et de la « démarche qualité » qui ne vise pas l'amélioration de la qualité réelle des soins au niveau de chaque équipe, mais qui mesure la connaissance des procédures de bonnes pratiques prévues et la qualité de leur mise en œuvre.

Pour une collaboration avec les associations d'usagers à tous les niveaux de décision :

Nous y sommes favorables, mais ces associations étant organisées par pathologie, en étant attentifs à ne pas sombrer dans le consumérisme qui opposerait les associations entre elles pour accaparer les moyens. On a vu les effets désastreux de l'opposition entre Téléthon et les associations de lutte contre le cancer ou le sida.

En psychiatrie, la représentativité des associations d'usagers doit être élargie au-delà de l'UNAFAM et la Fnapsy.

les cocos
dans les
collectifs
locaux

COORDINATION NATIONALE DES COMITÉS DE DÉFENSE DES HÔPITAUX ET MATERNITÉS DE PROXIMITÉ les rencontres nationales

La *Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité* organisera ses 27èmes rencontres les 23, 24 et 25 juin prochains à Concarneau (29).

Comme tous les ans, ce sera l'occasion d'échanges intenses sur la situation dans les établissements de santé et sur les luttes en cours et à promouvoir...

Les différents sujets abordés seront les suivants : quel accès aux soins pour les personnes en perte d'autonomie ? C'est une des grandes questions et une source d'inégalité insupportable.

Il y aura aussi des échanges entre les comités à propos des actions locales et des attentes de la *Coordination nationale* en termes de coordination, d'information, d'impulsion...

Enfin, le traditionnel débat public portera sur les déserts médicaux et les difficultés d'accès aux soins avec la question : quelles solutions ?

De nombreuses militantes et militants communistes, des élu-e-s sont membres actif-ve-s des comités locaux de la coordination. Elles et ils y participent avec détermination et y ont toute leur place.

Nous rendrons compte des travaux de ces rencontres nationales dans un prochain numéro.